

**Comité préparatoire de la Conférence  
des Parties chargée d'examiner  
le Traité sur la non-prolifération  
des armes nucléaires en 2010**

NPT/CONF.2010/PC.II/WP.22  
30 avril 2008

FRANÇAIS  
Original: ANGLAIS

---

Deuxième session  
Genève, 28 avril-9 mai 2008

**ŒUVRER À LA RÉUSSITE DE LA CONFÉRENCE DES PARTIES CHARGÉE  
D'EXAMINER LE TRAITÉ SUR LA NON-PROLIFÉRATION  
DES ARMES NUCLÉAIRES EN 2010**

Document de travail présenté par l'Allemagne

1. Le fait que la Conférence d'examen de 2005 n'a pas débouché sur un accord a été vu comme la preuve que le régime de non-prolifération des armes nucléaires était en crise et courait le risque d'une érosion. Pour éviter cette érosion, il ne faut ménager aucun effort pour maintenir et renforcer l'intégrité et l'autorité du Traité sur la non-prolifération. À cette fin, il nous faut concentrer notre attention sur le processus d'examen en cours.
2. Il convient de tirer le plus grand parti des deuxième et troisième sessions du Comité préparatoire pour jeter les bases du succès de la Conférence d'examen de 2010. À cette fin, il importe au plus haut point de faire renaître l'esprit de solidarité de la communauté internationale. La crédibilité du Traité exige que l'ensemble des États parties conjuguent leurs efforts et travaillent en étroite collaboration sur la base d'un respect commun du principe fondamental du Traité, à savoir la relation solide que le Traité établit entre le désarmement nucléaire et la non-prolifération des armes nucléaires. En effet, d'un point de vue purement pratique, l'interdépendance entre la non-prolifération et le désarmement est évidente: les menaces de prolifération minent les chances d'une avancée dans le désarmement, tandis que l'absence de progrès dans le désarmement est susceptible d'aggraver les risques de prolifération.
3. Dans l'optique de la promotion d'un esprit de solidarité, l'élaboration d'une vision commune et la réaffirmation de la détermination à atteindre le but ultime qui est de débarrasser le monde des armes nucléaires semblent revêtir une importance particulière. Cette vision a également été évoquée dans les tribunes libres que George P. Shultz, William J. Perry, Henry A. Kissinger et Sam Nunn ont publiées dans l'influent *Wall Street Journal* les 4 janvier 2007 et 15 janvier 2008. Il est logique de penser que cette vision ne peut devenir réalité que progressivement, ce qui demandera du temps et de la patience. Comme l'ont si bien dit les auteurs de la tribune libre dans le *Wall Street Journal* en 2007: «Sans cette vision audacieuse, les actions prises ne seront pas perçues comme étant justes et urgentes. Sans ces actions, la vision ne sera pas perçue comme étant réaliste ou possible.»

4. Lors de la première session du Comité préparatoire en 2007, il a été possible d'adopter les décisions d'ordre procédural nécessaires au processus d'examen. Toutefois, en dépit d'un ton constructif et conciliant, les positions prises dans les débats de fond semblaient souvent aller dans le sens habituel. Dans la perspective de la Conférence d'examen de 2010, il faut aujourd'hui adopter une approche axée sur les résultats. Une telle approche devrait permettre de reconnaître les résultats des conférences de 1995 et de 2000 et de confirmer les engagements qui y avaient été pris. Ces engagements doivent continuer à être considérés comme pertinents et contraignants, sinon cela reviendrait à mettre en question le sens et l'objectif même des conférences d'examen et à miner la confiance dans la bonne foi des États parties ainsi que dans la viabilité et la fiabilité des accords multilatéraux. Cela dit, il serait naïf et peu réaliste de faire fi des événements survenus depuis 2000. Se contenter de ressasser les déceptions du passé et de déplorer les lacunes constatées dans l'application des accords passés ne va pas faciliter la réalisation de progrès. Il faudrait plutôt concentrer nos efforts sur l'élaboration d'une approche prospective, dans le but de créer une nouvelle référence pour l'application du TNP.

5. La nouvelle référence pour l'application du TNP devrait consister en une double approche globale mais en même temps réaliste, conforme au principe fondamental qui sous-tend le TNP. Elle devrait viser, d'une part, à renforcer l'engagement en faveur de la non-prolifération énoncé dans le TNP et, d'autre part, à imprimer un nouvel élan au processus de désarmement nucléaire. L'approche à adopter devrait être ambitieuse, mais pas trop. Dans le souci de favoriser la confiance et conformément à l'esprit de solidarité, elle devrait également prévoir la réaffirmation des principes directeurs et des engagements fondamentaux caractérisant le TNP (notamment la reconnaissance du TNP en tant qu'instrument régissant l'ensemble des efforts de non-prolifération et de désarmement; la reconnaissance de l'interdépendance entre les trois piliers du TNP; l'attachement au principe de l'égalité des droits et des obligations, ainsi qu'à une vision commune).

6. Le volet non-prolifération pourrait comprendre les tâches et objectifs ci-après:

- i) Un engagement clair à respecter les dispositions du Traité et un soutien déterminé aux efforts diplomatiques visant à résoudre les risques régionaux brûlants en matière de prolifération, en particulier en Iran et Corée du Nord;
- ii) Une amélioration de la vérification, notamment en faisant du Protocole additionnel de l'AIEA la nouvelle norme de vérification dans le cadre du TNP;
- iii) Des moyens efficaces de prévention de tout détournement de programmes nucléaires civils à des fins militaires, en particulier en trouvant une solution aux risques posés par le cycle du combustible nucléaire;
- iv) La mise au point d'une interprétation commune du «retrait» (art. X du TNP);
- v) L'incorporation de la résolution 1540 du Conseil de sécurité de l'ONU dans le cadre du TNP («institutionnalisation de la résolution 1540») en définissant les obligations et les bonnes pratiques, ainsi qu'en s'engageant, notamment, à contribuer à la mise en place au niveau national de contrôles efficaces des exportations, à la protection des matières nucléaires et à l'adoption de textes nationaux d'application dans le but

d'empêcher les terroristes d'avoir accès aux armements nucléaires et aux matières fissiles;

- vi) Le renforcement du rôle du Conseil de sécurité de l'ONU en tant qu'arbitre ayant le dernier mot sur les conséquences du non-respect des dispositions.

7. Le deuxième volet relatif au désarmement nucléaire devrait en particulier comprendre des efforts visant:

- i) À surmonter l'impasse dans le cadre de la Conférence sur le désarmement et à commencer un travail de fond sur les diverses questions inscrites à son ordre du jour (notamment des négociations relatives à un traité sur l'arrêt de la production de matières fissiles; ces négociations pourraient commencer par une déclaration politique de tous les États dotés de l'arme nucléaire, des États dotés de facto de l'arme nucléaire et des principaux États membres non dotés de l'arme nucléaire, qui ont la capacité de produire des matières utilisables pour la fabrication d'armements; une telle déclaration pourrait comprendre un engagement à arrêter la production de matières fissiles et un second engagement à lancer des négociations sur un traité);
- ii) À imprimer un nouvel élan à la poursuite du dialogue entre la Fédération de Russie et les États-Unis au sujet des armes nucléaires stratégiques et du suivi des traités START I et SORT;
- iii) À promouvoir et à appliquer aux armements nucléaires non stratégiques une approche progressive du contrôle des armements;
- iv) À favoriser l'entrée en vigueur rapide du TICE et à réaffirmer le maintien d'un moratoire complet sur les explosions expérimentales d'armes nucléaires ou sur toute autre explosion nucléaire, en attendant l'entrée en vigueur du TICE (il serait plus réaliste d'envisager des solutions intérimaires telles que l'engagement de tous les partenaires au sein du TNP de signer le TICE et l'acceptation officielle du système de vérification de l'OTICE);
- v) À instaurer d'autres engagements concernant la mise en œuvre de l'obligation relative à la «cessation de la course aux armements nucléaires», énoncée à l'article VI du TNP (instauration d'obligations en matière de responsabilité et de notification, plafonnement des arsenaux nucléaires, par exemple);
- vi) À réaffirmer l'attachement aux garanties de sécurité et à étudier les moyens d'officialiser ces garanties; à déployer avec détermination des efforts visant à rendre effectives toutes les zones exemptes d'armes nucléaires existantes.

-----